

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 14/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société GEDIS - E. LECLERC

Rue du Fort
Centre Commercial Rond Point
67118 GEISPOLSHEIM

Références : 0966/WHL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement Société GEDIS - E. LECLERC, implanté Rue du Fort - Centre Commercial Leclerc 67118 GEISPOLSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action "stations-service" dont les enjeux sont la prévention des risques:

- d'explosion par fuite de gaz ;
- d'incendie par inflammation accidentelle d'hydrocarbures ;
- de pollution de l'eau par déversement accidentel d'hydrocarbures ;
- de pollution de l'air par émissions de vapeurs d'hydrocarbures (COV – Composés Organiques Volatils).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société GEDIS - E. LECLERC
- Rue du Fort Centre Commercial Leclerc 67118 GEISPOLSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700966
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GEDIS exploite, sous l'enseigne E. Leclerc à GEISPOLSHEIM, les activités données par le tableau suivant :

Rubriques concernées	Désignation des installations	Volume des activités	Régime
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés : installation de remplissage ou de distribution de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	1 poste de distribution de GPL	DC
1435-1	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 20 000 m ³ . Nota : Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20 °C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, excepté le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.	23 500 m ³ de carburants distribués en 2021 (données exploitant)	E
4718-1b	Gaz inflammables liquéfiés de catégories 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Stockage en cuve aérienne : 6 t	DC
4734-1c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t	SP95: 60 m ³ SP98 : 30 m ³ E85 : 10 m ³ gazole : 108 m ³	DC

	au total, mais inférieure à 1000 t au total. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i>		
--	---	--	--

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de sécurité incendie,
- sécurité des installations GAZ,
- pollution par hydrocarbures.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 29/10/1984, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12	/	Sans objet
Rapports d'entretien annuels des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12	/	Sans objet
Arrêt d'urgence GAZ	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.6	/	Sans objet
Rapports d'entretien mensuels et annuels des équipements de sécurité GAZ	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.8	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.5	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.5	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs des stockages	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.6.2	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité :

Les canalisations de rejet des effluents ne sont pas équipées en aval des installations d'un dispositif permettant de stopper toute pollution accidentelle dans le réseau d'assainissement et dans le milieu naturel [article 25 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1984].

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12
Thèmes : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B.[...] - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; [...]
Constats : 6 extincteurs homologués 233 B sont présents à proximité des appareils de distribution de carburant. Un système d'extinction automatique est installé sous chaque point de distribution. 3 réserves de sable absorbant sont présentes sur l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs enterrés. Ces réserves sont à l'abri des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien annuels des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12
Thèmes : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : L'exploitant a présenté les rapports d'entretien et de vérification annuels réalisés par la société Certifeu le 01/02/2022 pour les extincteurs portatifs et le 06/04/2022 pour le système d'extinction automatique. Ces documents n'appellent pas d'observations de la part de l'inspecteur de l'environnement (installations classées).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêt d'urgence GAZ

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.6
Thèmes : Actions nationales 2022, Installation GAZ
Prescription contrôlée : L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité.
Constats : L'appareil de distribution de GAZ liquide est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien mensuels et annuels des équipements de sécurité GAZ

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.8
Thèmes : Actions nationales 2022, Installation GAZ
Prescription contrôlée : Sous la responsabilité de l'exploitant, le fonctionnement de tous les équipements de sécurité fait l'objet d'une vérification au moins annuelle. Par ailleurs, un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement et au moins une fois par mois, pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements et du bon état général des flexibles et des pistolets.
Constats : L'exploitant réalise annuellement la vérification de tous les équipements de sécurité relatifs au GAZ inflammables liquéfiés. Le dernier rapport de maintenance est daté du 14/09/2021. Ce document n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection de l'environnement (installations classées).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.5
Thèmes : Actions nationales 2022, étanchéité du sol
Prescription contrôlée : Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.
Constats : L'examen visuel de l'état des sols ne montre aucun défaut susceptible de favoriser des infiltrations en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.5
Thèmes : Actions nationales 2022, Présence d'un séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : Le dernier rapport de maintenance du séparateur d'hydrocarbures et des caniveaux est daté du 22/09/2021. Ce document n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection de l'environnement (installations classées).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/1984, article 25
Thèmes : Actions nationales 2022, confinement
Prescription contrôlée : Les canalisations de rejet des effluents devront être équipées en aval des installations d'un dispositif permettant de stopper toute pollution accidentelle.
Constats : Le sol des aires de dépotage et de distribution de liquide inflammables est équipé d'un réseau de collecte. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le plan de ce réseau. Les eaux pluviales et les eaux polluées d'extinctions, provenant de la station-service, sont rejetées dans le milieu naturel (dans le fossé Neugraben, relié à la rivière l'Ehn), et dans le réseau d'assainissement communal. Il y a donc deux points de rejet de ces eaux. Aucune vanne n'est représentée sur le plan du réseau de collecte pour le confinement des eaux polluées provenant de la station-service. L'inspection a constaté : * l'absence d'une vanne empêchant le rejet des eaux polluées dans le réseau communal d'assainissement. Cela constitue une non-conformité à la prescription de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1984. * l'absence d'une vanne empêchant le rejet des eaux polluées dans le milieu naturel. Cela constitue une non-conformité à la prescription de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1984. (Il existe, à l'extérieur du site, une vanne positionnée sur la berge du Neugraben, mais dont l'exploitant n'a pas la maîtrise et qu'il déclare n'avoir jamais testée. Cette vanne ne peut être prise en compte, dans la mesure où elle n'est pas sous le contrôle de l'exploitant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.6.2
Thèmes : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : Lors du déchargement de carburant de la catégorie B d'une citerne de transport dans les installations de stockage des stations-service, les vapeurs générées par le déplacement de carburant sont renvoyées dans la citerne de transport au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs. Lors de cette opération, un dispositif est mis en place afin que ces vapeurs ne s'évacuent pas par l'évent du réservoir de stockage de la station-service.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une bouche d'évacuation des vapeurs d'hydrocarbures au niveau du poste de dépotage des citernes de transport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.6.2
Thèmes : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : Les systèmes de récupération des vapeurs de carburant sont constitués de quatre types d'équipements : dont - un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service ;
Constats : Les pistolets de distribution d'essence sont pourvus d'un système d'aspiration de vapeur d'hydrocarbures. L'organe déprimogène a été vu dans le corps du poste de distribution, dont l'ouverture a été demandée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet